

Par **Stéphane Lhomme**



Ecologiste de Gauche

LE PLUS. Plus de 100 communes en France refusent d'installer les nouveaux compteurs communicants. C'est la résistance de la "France réelle" – celles des communes, des habitants, des associations – face au diktat des dirigeants politiques et industriels, fait valoir Stéphane Lhomme, conseiller municipal de Saint-Macaire, très engagé.



Édité par **Paul Laubacher**

Le compteur communicant Linky (ALAIN JOCARD / AFP)

À l'heure où nous écrivons, ce sont déjà plus de 100 communes en France qui ont pris position contre l'installation des compteurs communicants, qu'il s'agisse du fameux Linky (électricité), de Gazpar (Gaz) ou des compteurs d'eau. Ce chiffre est en augmentation continue et, par ailleurs, des collectifs citoyens se créent partout dans le pays, organisent des réunions publiques, informent les habitants...

Cette véritable fronde est basée sur plusieurs raisons objectives, que nous allons bien sûr expliciter, mais il existe en plus un catalyseur dont il faut prendre conscience sous peine de passer à côté de ce qui est aussi en train de se jouer : c'est la résistance de la "France réelle" – celles des communes, des habitants, des associations – face au diktat des dirigeants politiques et industriels.

Ces derniers croyaient pouvoir pénétrer, pour installer leurs compteurs et faire leur business, dans les communes et jusque dans les logements des citoyens... sans même leur demander leur avis.

L'argument méprisant : les "peurs irrationnelles"

Comme toujours dans ce genre de situation, les "élites" usent des arguments les plus méprisants pour essayer de stopper ce phénomène qu'elles ne comprennent pas : les gens qui refusent les compteurs communicants seraient des "inquiets", soumis à des "peurs irrationnelles", et il conviendrait juste de "mieux les informer" pour que tout rentre dans l'ordre. Évidemment, un tel mélange de déni et de mépris ne peut que renforcer la mobilisation, d'autant qu'elle est basée sur des éléments parfaitement pertinents.

D'abord, il est injustifiable de se débarrasser de plus de 80 millions de compteurs (35 millions pour l'électricité, 35 pour l'eau, 11 pour le gaz) en parfait état de marche. Les opérateurs ont beau assurer que des filières de recyclage vont être mises en place, elles ne devraient exister que pour des appareils arrivés en fin de vie.

Or les compteurs actuels sont prévus pour durer 60 ans, contrairement aux Linky, Gazpar et compagnie qu'il faudra remplacer, à nouveau à grands frais, dans moins de 20 ans. Cette affaire commence donc par un véritable désastre écologique.

Des ondes électromagnétiques dangereuses pour la santé

Par ailleurs, les compteurs communicants émettent des ondes électromagnétiques dangereuses pour la santé. ErDF tente de masquer la réalité en mettant en exergue les émissions "négligeables" d'un compteur Linky pris à part, faisant mine de ne pas savoir que le problème vient des données qui vont être générées tous les jours dans le circuit électrique du logement. Or, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) reconnaît qu'il existe, pour le moins, un sérieux doute sur la prétendue innocuité d'une exposition "faible mais prolongée" et [recommande de poursuivre les recherches](#).

Mais il y a pire : entre l'électricité, le gaz, l'eau chaude et l'eau froide, la réalité est que chaque logement est menacé de se voir doté de deux à quatre compteurs communicants, auxquels il faudra ajouter les nombreux matériels complémentaires (répéteurs, répartiteurs, concentrateurs) que les opérateurs prévoient d'installer dans les rues pour transporter les informations récoltées.

Qui plus est, ces informations doivent converger vers des antennes, ou vers les transformateurs de quartier, d'où elles repartiront par téléphonie mobile. La menace vient donc d'un système complexe, émetteur de différentes ondes électromagnétiques, lesquelles vont se cumuler et agir continuellement sur nos cellules.

Bien sûr, comme pour l'amiante, le nucléaire, le tabac ou les pesticides, les industriels avancent des études qui "prouvent" qu'il n'y a pas l'ombre d'un risque : au nom de quoi devrions-nous leur faire confiance et accepter de servir de cobayes pour voir si, dans 5 ou 8 ou 12 ans, nous avons peu, beaucoup, ou énormément de cancers ?

Dans nos logements, de véritables "Big brother"

D'autre part, s'ils sont installés, les compteurs communicants vont capter sur nos vies d'innombrables informations utilisables à des fins commerciales ou policières. Les autorités promettent que ces données ne seront pas utilisées sans notre aval, mais que vaudront ces belles paroles à l'avenir ?

Il suffira à un gouvernement quelconque d'arguer de la situation économique ou sécuritaire pour décréter que les informations collectées par les compteurs seront utilisables par les entreprises ou la police, par exemple sous les prétextes respectifs de "relancer la croissance" ou de "lutter contre le terrorisme". On veut installer dans nos logements de véritables "Big brother" en nous jurant qu'ils ne serviront pas à nous surveiller... et nous devrions y croire ?

De toute façon, dans une brochure, qui n'est bien sûr pas celle qui est distribuée aux particuliers et aux élus, ErDF avoue qui sont les vrais bénéficiaires de leur projet "Nous ne sommes encore qu'aux prémices de l'exploitation de toutes les potentialités de ce compteur : Big Data, usages domotiques, objets connectés... L'installation des compteurs communicants bénéficiera à l'ensemble de la filière électrique. Le programme Linky est suivi de près par les acteurs majeurs du secteur de l'énergie : fournisseurs, distributeurs, producteurs, équipementiers, startups." Est-il besoin d'en rajouter ?

Notons aussi qu'il n'est pas possible de contenter tout le monde en installant des compteurs communicants chez les (rares) personnes qui en veulent et en épargnant les autres car, comme dans le cas du tabagisme passif, les seconds seraient impactés par les compteurs des premiers et par les autres matériels évoqués.

Intimidation, impuissance et renoncement

On le voit, les raisons sont nombreuses et légitimes pour refuser les compteurs communicants et c'est pour cela que des communes, de plus en plus nombreuses, prennent des délibérations en ce sens. Après avoir méprisé ce phénomène, puis essayé de le réduire à l'activité de quelques agitateurs et autres prétendus complotistes, les autorités françaises viennent de passer à des méthodes inquiétantes et parfaitement antidémocratiques.

Par exemple, l'Association des maires de France (AMF) a écrit à toutes les communes du pays en prétendant que prendre une délibération contre les compteurs communicants était "risqué", mais sans dire de quels risques il s'agit... puisqu'il n'y en a en réalité aucun.

Désormais, ce sont les Présidents de syndicats départementaux de l'énergie qui, par des courriers tellement similaires que cela ne laisse aucun doute sur le fait qu'ils obéissent à une consigne venue d'en-haut, écrivent à tous les maires pour les intimider et les inviter à l'impuissance et au renoncement.

Les Préfets ont aussi reçu l'ordre de se joindre à cette campagne d'intimidation en exigeant des communes qu'elles retirent leurs délibérations, oubliant de préciser que seule la justice administrative pourra annuler ces décisions... ou bien les conforter.

Sauvegarder la démocratie municipale

Le pire dans toute cette affaire est que les prétendues vertus des compteurs communicants ne sont même pas au rendez-vous. Ainsi, ces compteurs seraient "indispensables" pour intégrer les énergies renouvelables dans le système électrique. Or l'Allemagne, où il y a immensément plus d'énergies renouvelables qu'en France, a annulé la généralisation des compteurs communicants : une étude du cabinet Ernst and Young a montré que les habitants n'en tireraient aucun avantage et qu'il n'y aurait aucune économie d'énergie.

D'autre part, depuis longtemps, chacun peut communiquer ses consommations aux fournisseurs, par téléphone ou Internet, pour avoir des factures précises et non basées sur des estimations. Enfin, les créations d'emplois mises en avant par les opérateurs (pour construire et installer les compteurs) ne sont que provisoires alors que les milliers d'emplois supprimés le seront définitivement, privant les habitants du contact humain qui est encore de mise lors de passage des agents pour relever les consommations.

La seule solution pour sortir de cette affaire est donc de refuser l'arrivée des compteurs communicants et, tout simplement, de garder les compteurs actuels qui ont une durée de vie de 60 ans et qui ne posent aucun problème. Cela permettra au passage de sauvegarder la démocratie municipale et la capacité des élus locaux à préserver l'intérêt général, la santé des citoyens et les libertés publiques.